

Cet avis sur le site TED: <http://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:62416-2014:TEXT:FR:HTML>

**Belgique-Bruxelles: Logiciels et systèmes d'information  
2014/S 038-062416**

**Avis de marché**

**Fournitures**

Directive 2004/18/CE

**Section I: Pouvoir adjudicateur**

I.1) **Nom, adresses et point(s) de contact**

SMALS

Avenue Fonsny 20

Point(s) de contact: SMALS

À l'attention de: Christophe Stoquart

1060 Bruxelles

BELGIQUE

Téléphone: +32 27875898

E-mail: [Smals-BB-001-032-2013@Smals.be](mailto:Smals-BB-001-032-2013@Smals.be)

Fax: +32 25111242

**Adresse(s) internet:**

Soumission des offres et des demandes de participation par voie électronique: [https://](https://eten.publicprocurement.be/etendering/prepare.do?tile=selectAuthentication&extWS=Smals-BB-001.032/2013-EU-F02&userType=SUPPLIER&language=fr)

[eten.publicprocurement.be/etendering/prepare.do?tile=selectAuthentication&extWS=Smals-BB-001.032/2013-EU-F02&userType=SUPPLIER&language=fr](https://eten.publicprocurement.be/etendering/prepare.do?tile=selectAuthentication&extWS=Smals-BB-001.032/2013-EU-F02&userType=SUPPLIER&language=fr)

**Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues:** auprès du ou des points de contact susmentionnés

**Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris les documents relatifs à un dialogue compétitif et à un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus:** auprès du ou des points de contact susmentionnés

**Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées:** auprès du ou des points de contact susmentionnés

I.2) **Type de pouvoir adjudicateur**

Autre: SMALS est une association d'institutions publiques de sécurité sociale, du secteur des soins de santé et de services publics ayant comme mission de soutenir et d'encadrer de façon proactive et durable les acteurs du secteur social, des soins de santé et de l'Etat dans leur gestion de l'information, de manière qu'ils puissent offrir à leurs utilisateurs un service efficient et efficace

I.3) **Activité principale**

Autre: SMALS est une association d'institutions publiques de sécurité sociale, du secteur des soins de santé et de services publics ayant comme mission de soutenir et d'encadrer de façon proactive et durable les acteurs du secteur social, des soins de santé et d

I.4) **Attribution de marché pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs**

**Section II: Objet du marché**

II.1) **Description**

- II.1.1) **Intitulé attribué au contrat par le pouvoir adjudicateur:**  
Solution e-learning
- II.1.2) **Type de marché et lieu d'exécution, de livraison ou de prestation**  
Fournitures  
Achat  
Lieu principal d'exécution des travaux, de livraison des fournitures ou de prestation des services: Agglomération bruxelloise  
Code NUTS BE100
- II.1.3) **Information sur le marché public, l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique**  
L'avis concerne la mise en place d'un accord-cadre
- II.1.4) **Information sur l'accord-cadre**  
Accord-cadre avec un seul opérateur  
**Durée de l'accord-cadre**  
Durée en années: 4
- II.1.5) **Description succincte du marché ou de l'acquisition/des acquisitions**  
Le présent marché vise la conclusion d'un accord-cadre pour l'acquisition d'une solution de e-learning ainsi que les services de maintenance et support, formation et consultance relatifs à cette solution.  
La solution doit offrir deux modules : le module LMS pour la publication et le module LCMS pour la construction des cours.  
Deux modes de mise à disposition de la solution devront être proposés par le soumissionnaire :  
- Acquisition via la voie de licence(s),  
- Location via la voie SAAS.
- II.1.6) **Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)**  
48000000, 80420000
- II.1.7) **Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)**
- II.1.8) **Lots**  
Division en lots: non
- II.1.9) **Variantes**  
Des variantes seront prises en considération: non
- II.2) **Quantité ou étendue du marché**
- II.2.1) **Quantité ou étendue globale:**
- II.2.2) **Information sur les options**  
Options: oui  
description de ces options: Le soumissionnaire indiquera comme option tous les produits ou services qui pourraient être utiles pour compléter la solution proposée pendant la durée de l'accord-cadre.
- II.2.3) **Reconduction**
- II.3) **Durée du marché ou délai d'exécution des travaux**

**Section III: Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique**

- III.1) **Conditions relatives au contrat**
- III.1.1) **Cautionnement et garanties exigés:**  
Voir cahier spécial des charges.
- III.1.2) **Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent:**

Voir cahier spécial des charges.

III.1.3) **Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché:**

III.1.4) **Autres conditions particulières**

L'exécution du marché est soumise à des conditions particulières: oui  
description de ces conditions: Voir cahier spécial des charges.

III.2) **Conditions de participation**

III.2.1) **Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: Par sa simple participation à une procédure de marché public, le candidat ou le soumissionnaire atteste sur l'honneur:

- qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations suivantes :

a) qu'il est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de concordat judiciaire, ou qu'il se trouve dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations ou réglementations nationales ;

b) qu'il a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation, de concordat judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;

c) qu'il a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle ;

- qu'il est en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale conformément aux dispositions de l'article 62 de l'AR du 15.7.2011,

- qu'il a satisfait à ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi.

III.2.2) **Capacité économique et financière**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: Le soumissionnaire transmettra une déclaration concernant son chiffre d'affaires pour les prestations demandées et ce, pour les trois dernières années.

Un soumissionnaire peut faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, prouver au pouvoir adjudicateur que, pour l'exécution du marché, il disposera des moyens nécessaires par la production de l'engagement de ces entités de mettre de tels moyens à la disposition du fournisseur.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s): Le chiffre d'affaires annuel moyen pour les prestations demandées, calculé pour les 3 dernières années, doit être supérieur à 200 000 EUR.

III.2.3) **Capacité technique**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies:

Le soumissionnaire

a) indiquera la liste des principales prestations analogues effectuées au cours des trois dernières années, indiquant :

— le nom du projet,

— leurs destinataires publics ou privés,

— les coordonnées d'une personne de contact,

— la date,

— le montant,

— la description du projet.

Si Smals juge nécessaire de contacter ces références, elle en informera au préalable le soumissionnaire.

b) transmettra une déclaration mentionnant les effectifs moyens annuels employés par le soumissionnaire et en charge du support et de la maintenance pour la Belgique, et cela pendant les 3 dernières années.

Un soumissionnaire peut faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, prouver au pouvoir adjudicateur que, pour l'exécution du marché, il disposera des moyens nécessaires par la production de l'engagement de ces entités de mettre de tels moyens à la disposition du fournisseur.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s):

Les références transmises doivent être en adéquation avec les prestations demandées.

Le soumissionnaire transmettra au minimum 3 références.

Le nombre d'effectifs employés par le soumissionnaire et en charge du support et maintenance pour la Belgique doit être supérieur ou égal à 2 personnes au moment de la remise de l'offre.

#### III.2.4) Informations sur les marchés réservés

#### III.3) Conditions propres aux marchés de services

##### III.3.1) Information relative à la profession

##### III.3.2) Membres du personnel responsables de l'exécution du service

#### **Section IV: Procédure**

##### IV.1) Type de procédure

###### IV.1.1) Type de procédure

Ouverte

###### IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer

###### IV.1.3) Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue

##### IV.2) Critères d'attribution

###### IV.2.1) Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères suivants des critères énoncés dans le cahier des charges, dans l'invitation à soumissionner ou à négocier, ou dans le document descriptif

###### IV.2.2) Enchère électronique

Une enchère électronique sera effectuée: non

##### IV.3) Renseignements d'ordre administratif

###### IV.3.1) Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur:

Smals-BB-001.032/2013-EU-F02

###### IV.3.2) Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché

###### IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et de documents complémentaires ou du document descriptif

Date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents: 15.4.2014 - 14:00

Documents payants: non

###### IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

15.4.2014 - 14:00

###### IV.3.5) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

###### IV.3.6) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation

français. néerlandais.

###### IV.3.7) Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en mois: 6 (à compter de la date limite de réception des offres)

**IV.3.8) Modalités d'ouverture des offres**

Date: 15.4.2014 - 14:00

Lieu:

Avenue Fonsny 20, à 1060 Bruxelles

Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres: oui

Informations supplémentaires sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture: Seuls les soumissionnaires ayant remis une offre ou leurs délégués seront admis à la séance d'ouverture des offres.

**Section VI: Renseignements complémentaires**

**VI.1) Renouvellement**

**VI.2) Information sur les fonds de l'Union européenne**

**VI.3) Informations complémentaires**

1.

Le cahier spécial des charges peut être téléchargé en cliquant sur le document 'Cahier spécial des charges - Bijzonder bestek' qui se trouve dans la rubrique 'Documents' dans l'avis de marché de ce cahier spécial des charges sur e-notification (<https://enot.publicprocurement.be>).

Les questions éventuelles des candidats seront posées par mail à l'attention de Monsieur C. Stoquart, seule l'adresse [Smals-BB-001-032-2013@Smals.be](mailto:Smals-BB-001-032-2013@Smals.be) peut être utilisée. Les questions seront reçues par Smals au plus tard le 20.3.2014.

Les réponses aux questions reçues seront disponibles à partir du 31.3.2014 dans la rubrique 'Documents' dans l'avis de marché de ce cahier spécial des charges sur e-notification (<https://enot.publicprocurement.be>).

2.

En tant qu'autorité adjudicatrice, Smals agit, pour ce marché, comme centrale de marchés au sens de l'article 2, 4° de la loi relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services du 15/06/2006 et ce, vis-à-vis de toutes les autorités adjudicatrices fédérales de droit public, de Smals ainsi que des membres (et des membres des membres) de Smals (actuels et futurs).

Pour relever de la notion d'autorité adjudicatrice fédérale de droit public, une autorité doit :

- être une autorité adjudicatrice, c'est-à-dire une autorité dont les accords qu'elle conclut avec des tiers pour l'acquisition de travaux, de fournitures ou de services tombent en principe dans le champ d'application de la législation des marchés publics (loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics) ;

- être une autorité adjudicatrice de droit public, c'est-à-dire une autorité adjudicatrice créée par ou en vertu d'une législation particulière ;

- être une autorité adjudicatrice fédérale de droit public, c'est-à-dire une autorité adjudicatrice de droit public créée par ou en vertu d'une législation fédérale particulière.

Un aperçu des autorités adjudicatrices qui sont membres de Smals est disponible sur le site [www.smals.be](http://www.smals.be).

La remise d'une offre implique l'accord du candidat/soumissionnaire quant à la possibilité pour les autorités adjudicatrices susmentionnés de placer, en cas d'attribution, des marchés fondés sur cet accord-cadre auprès de ce dernier.

Dans tous les cas et à l'égard de tous les intéressés, la responsabilité de Smals se limite exclusivement à l'exécution correcte d'une procédure de marchés publics et, le cas échéant, à la décision d'attribution prise par elle.

Les éventuels marchés fondés sur cet accord-cadre qui, conformément à ce qui est décrit ci-dessus, seront placés directement par un tiers (c'est-à-dire une autre autorité adjudicatrice que Smals) auprès d'un soumissionnaire choisi, seront placés et exécutés selon les mêmes modalités que celles applicables aux marchés fondés sur cet accord-cadre, placés par Smals.

Cela vaut sans préjudice des modalités qui peuvent être adaptées par le tiers, exclusivement à cause des conséquences pratiques du placement par ce tiers et de l'exécution pour ce tiers (Ex. : la place de la livraison, la personne en charge du contrôle, ...).

VI.4) **Procédures de recours**

VI.4.1) **Instance chargée des procédures de recours**

VI.4.2) **Introduction des recours**

VI.4.3) **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours**

VI.5) **Date d'envoi du présent avis:**

19.2.2014